

**« De Daech à l'Ukraine, les défis auxquels l'Europe et la Belgique sont confrontées.**

**Etat de la situation internationale et perspectives. »**

***Grandes Conférences Catholiques***

**19 octobre 2015**

Il y a 26 ans, le mur qui séparait l'Europe – et le monde – en deux blocs commençait à se fissurer. Ce fut d'abord la Hongrie qui ouvrit sa frontière avec l'Autriche, et le flux humain qui s'y engouffra, avide de liberté et de prospérité, n'était pas sans ressemblance avec celui auquel nous assistons aujourd'hui aux mêmes endroits. Il faut se souvenir de ces événements. Peu de temps après, le mur de Berlin s'effondrait et avec lui volait en éclats le monde bipolaire que nous avons connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La disparition soudaine de cet ordre mondial qui semblait inébranlable laissa un moment penser à l'avènement d'un ordre nouveau, à l'échelle de la planète entière. Nous savons aujourd'hui qu'il s'agissait d'une illusion et nous avons appris qu'il nous fallait d'abord vivre avec le désordre – nous le constatons chaque jour! Le voisinage immédiat de l'Union européenne est en crise, de l'Ukraine à la Syrie. Et ces crises ont un impact direct sur l'Europe : menace terroriste, afflux de réfugiés. Comment réagir? Quelles sont les perspectives de solution? Et face à ces défis, quelle Europe voulons-nous?

Revenons un instant à cette année 1989. Qui aurait prédit alors qu'un Polonais présiderait un jour aux destinées de l'Union européenne? On mesure le chemin parcouru en une génération. Il est phénoménal. Ce résultat n'allait cependant pas de soi. Le défi était énorme: après des décennies de totalitarisme et d'économie dirigée, passer à la démocratie et au libre marché. Il aura fallu la vision des dirigeants de l'époque, la persévérance des institutions et la patience des populations pour y arriver. Mais fondamentalement, ce qui a permis ce résultat, c'est l'attrait puissant de l'adhésion à l'Union européenne, avec ce qu'elle représentait en termes de prospérité, mais aussi de stabilité et de liberté. En ce sens, on peut dire que l'élargissement de l'UE constitue son plus grand succès de politique étrangère. Certes, nous n'avons pas évité la guerre dans l'ex-Yougoslavie et ses atrocités à quelques centaines de km de chez nous. En juillet, je me suis rendu à Srebrenica pour commémorer les 20 ans du génocide. C'est un douloureux mais indispensable rappel de ce à quoi la haine, le refus ou la peur de l'autre peut mener. Chez nous, en Europe. Et c'est aussi, tragiquement, la démonstration des limites de ce "soft power" que je viens de vanter. La réalité est que parfois le "hard power" est nécessaire en soutien à la diplomatie. C'est pourquoi l'Alliance Atlantique demeure essentielle et c'est pourquoi nous devons y consacrer les moyens nécessaires.

Il nous faut investir pour garantir notre sécurité. Les investissements en matière de défense vont à nouveau être au cœur des débats budgétaires. Ainsi, le remplacement des F16 de

notre force aérienne s'avère indispensable. Ils nous ont notamment permis de participer activement aux coalitions en Afghanistan, en Libye ou en Irak.

Aujourd'hui, deux pays qui faisaient partie de l'ex-Yougoslavie sont membres de l'Union européenne. Les autres s'en rapprochent progressivement. Certes, les Balkans restent une région fragile, où couvent toujours des tensions, qui mérite toute notre attention et notre vigilance. Mais la perspective européenne leur est ouverte, même si nous savons que cela prendra du temps. Et à nouveau, cette perspective en elle-même est porteuse de stabilité.

Sommes-nous arrivés aujourd'hui à la limite de ce mouvement vertueux de transition? Les événements en Ukraine nous forcent à nous poser cette question. Lorsque les manifestants agitaient le drapeau européen sur la place Maïdan à Kiev, on a pu y voir une nouvelle manifestation de cet attrait irrésistible. Mais si chez nous, ce geste était accueilli comme un signe prometteur, ailleurs cela a été perçu comme une menace. Il nous faut réaliser que l'Union européenne n'est pas toute l'Europe, contrairement à ce que nous avons parfois tendance à penser. L'Ukraine est ainsi devenue en quelque sorte une ligne de rupture. Vu de Moscou, dans une logique de sphères d'influence héritée du passé, c'est la limite territoriale à ne pas franchir. On doit ne pas être d'accord avec cette lecture, mais il faut en comprendre la logique. Je ne pense pas que le Président Poutine souhaite en revenir à la guerre froide, je crois qu'il raisonne simplement en termes de territoire, de zone d'influence. C'est une tendance lourde qui remonte à bien avant l'Union soviétique. La Russie impériale a toujours mené des relations tendues et difficiles avec ses voisins à l'ouest. "Empire", le mot évoque bien la notion d'expansion territoriale et l'Union soviétique à son tour n'était pas autre chose. Après la désintégration de cette dernière, on a peut-être eu un peu trop tendance à négliger la Russie en tant qu'acteur international, à la considérer hors-jeu, alors que ses anciens satellites rejoignaient progressivement l'UE et l'OTAN. On a sans doute eu le tort de présenter parfois ce mouvement comme étant d'une part sans limite, d'autre part comme étant la seule voie possible. Comme si les pays d'Europe orientale (Ukraine, mais aussi Géorgie, Moldavie, Belarus,...) devaient obligatoirement choisir entre l'Union européenne ou la Russie. Pour Moscou, la réponse semble claire. Il ne faut pas pénétrer dans son jardin.

A mes yeux, nous devons renforcer notre partenariat oriental mais aussi être conscient de la nécessité pour nos partenaires de trouver le chemin d'une nouvelle relation avec leur voisin russe. Cela prendra du temps au vu des tensions actuelles, mais la géographie impose de réfléchir à ce nouvel équilibre à moyen terme.

Bien entendu, je ne suis pas en train d'excuser le comportement de la Russie dans la crise ukrainienne. Il est clair que les méthodes utilisées par la Russie, à savoir l'occupation d'une partie d'un pays voisin et le soutien militaire à des rebelles séparatistes ne sont pas acceptables. L'Union européenne, les Etats-Unis et plusieurs autres pays ont à juste titre réagi avec fermeté en adoptant des sanctions. Nous aussi devons dire avec détermination qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Nous ne reconnaitrons pas l'annexion de la Crimée,

qui est contraire au droit international. Et nous continuerons à insister sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En même temps, je suis persuadé que tout en restant fermes sur nos principes, il convient de rester ouvert au dialogue. La Russie qu'on le veuille ou non restera notre voisin et constitue un partenaire économique naturel et important. Il suffit de penser à l'énergie, aux matières premières. En 2014, le commerce avec la Russie représentait 8,4% des échanges de l'Union européenne. Elle est notre 3<sup>ème</sup> partenaire commercial et nous sommes son premier partenaire. Nous avons des intérêts communs. C'est là-dessus que nous devons construire des relations de partenariat.

Actuellement, la situation en Ukraine semble s'être stabilisée, même si de graves tensions demeurent. Les accords de Minsk, qui en quelque sorte entérinent le rôle de "parrain" de Moscou, ont ouvert une perspective de sortie de crise. Bien sûr, il faut rester vigilants quant à leur mise en œuvre. La Russie doit tenir parole et respecter ses engagements, en particulier mettre fin au soutien militaire aux rebelles, qui doivent désarmer. Mais l'Ukraine aussi doit fournir des efforts en matière de réformes, de décentralisation. Un statut spécial doit être mis en place pour la région russophone du Donbass ; des élections locales doivent pouvoir avoir lieu dans un climat apaisé. Il faut aussi combattre la corruption, renforcer la justice. Tout cela, dans un contexte de crise humanitaire et une situation économique sinistrée par la guerre, constitue un énorme défi. Je dois dire que le gouvernement ukrainien s'y attaque courageusement et qu'en dépit de toutes ces difficultés, des progrès sont en cours. Il mérite notre plein soutien.

Au début de cette année, j'ai eu l'occasion de multiplier les contacts avec mes homologues russe et ukrainien dans le cadre de la Présidence belge du comité des ministres du Conseil de l'Europe. La commission de Venise et d'autres instruments du Conseil peuvent aider à la mise en place des réformes constitutionnelles ukrainiennes. L'emploi des langues, l'autonomie des régions de l'Est ou de la Crimée... autant de thèmes que des experts belges peuvent aider à concrétiser sans attendre une 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat ukrainien.

Quant à la Russie, on peut espérer qu'elle réalisera un jour que s'entourer de conflits gelés n'est pas nécessairement dans son intérêt.

Si on peut ainsi avec prudence manifester un certain optimisme pour le voisinage est de l'Union européenne, tel n'est malheureusement pas encore le cas pour son voisinage sud. De l'Afrique du nord au Moyen-Orient, c'est en effet tout le pourtour méditerranéen qui est en crise. En premier lieu, la Syrie où la guerre civile dure depuis plus de 4 ans. Elle est terriblement dévastatrice, avec son lot de haine et d'atrocités, dont on ne voit pas la fin avec des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, encore plus de personnes déplacées à travers le pays. La brutalité de la réponse du régime Assad aux revendications légitimes du peuple syrien a enflammé le pays. L'émergence de Daesh, ce prétendu état islamique, qui n'est ni l'un ni l'autre, a encore monté d'un cran la progression vers la barbarie. Son expansion fulgurante l'an dernier en Irak – qui s'est nourrie du chaos en Syrie – a ajouté une dimension supplémentaire au conflit et provoqué une réaction déterminée de

la communauté internationale. Le Yémen est en proie aux divisions sectaires et la situation humanitaire qui résulte du conflit est alarmante . En Libye, on a fait l'amère expérience que se débarrasser d'un tyran n'est pas en soi suffisant pour apporter la stabilité ; au contraire c'est le chaos qui l'a remplacé. L'accord conclu récemment – grâce aux efforts remarquables de l'Envoyé spécial des Nations Unies Bernardino Leon - visant à instaurer un gouvernement d'unité nationale est porteur d'espoir. Mais entretemps, ce chaos avait déjà créé des métastases jusque dans la région du Sahel, au Mali notamment. Dans plusieurs pays, la radicalisation progresse, se greffant sur les faiblesses institutionnelles et les manquements des Etats. Les milices et groupes djihadistes se multiplient, dans une constellation dont les ramifications ne sont pas toujours très claires. Cette radicalisation alimente la menace terroriste jusque dans nos rues. Enfin, ces conflits ont provoqué une crise humanitaire sans précédent, qui se traduit notamment par la vague actuelle de réfugiés.

Le fameux printemps arabe, qui avait suscité l'espoir d'une vague de démocratie spontanée dans toute la région n'aura-t-il été qu'un leurre ? Pire encore, n'a-t-il pas déclenché des forces négatives, devenues incontrôlables ? Face au chaos actuel, certains vont même jusqu'à exprimer une certaine nostalgie pour les régimes autoritaires qui au moins semblaient réussir à maintenir l'ordre.

Cette ébullition du monde arabe est due je pense à plusieurs facteurs. Il y a sans doute d'abord une crise socio-économique, alors que la population est majoritairement jeune et que les perspectives d'emploi sont trop peu nombreuses. Crise identitaire aussi : dans un monde de plus en plus globalisé, où la suprématie occidentale semble régner sans partage, les repères disparaissent. Un sentiment de frustration en résulte et il se développe notamment autour d'un symbole : l'impasse dans le dossier palestinien. Je ne veux pas dire que c'est là la source de tous les problèmes, bien sûr que non. Mais il nourrit un sentiment d'humiliation profond au sein du monde arabe. Il faut se rendre compte de l'impact des images, véhiculées par Al Jazeera, telles celles d'enfants tués à Gaza par les bombardements israéliens. L'invasion américaine en Irak en 2003 a également laissé des traces profondes et désastreuses. Il est clair par exemple que Daesh plonge ses racines dans l'exclusion du pouvoir de la minorité sunnite qui résulta du renversement de Saddam Hussein. Ce clivage sunnites – chiites au sein de l'islam, décrit à cette tribune en avril 2012 par Gérard Chaliand, constitue un autre facteur du conflit, exacerbé par la montée du radicalisme et de l'intolérance. Et à ce clivage religieux se superpose une rivalité pour la suprématie régionale entre l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite sunnite. Tous ces facteurs s'entremêlent et contribuent à la complexité de la crise actuelle. Mais fondamentalement, la cause principale n'est-elle pas tout simplement l'incapacité des différents régimes à satisfaire les aspirations de leur population ? Rappelons-nous le point de départ de ce printemps arabe, ce jeune tunisien qui s'était immolé par le feu parce qu'il n'arrivait pas à exercer librement son métier. Mohamed Bouazizi, marchand ambulancier, tentant de vendre ses fruits malgré les tracasseries de plus en plus fortes des autorités, est mort le 4 janvier 2011 à 26 ans, trois semaines après sa tentative de suicide. Le marasme socio-économique, combiné à la

répression de la liberté d'expression par un régime corrompu et profiteur constitue un cocktail particulièrement explosif. Cela peut couvrir parfois longtemps, donnant ainsi l'illusion de la stabilité, mais tôt ou tard les revendications éclatent, en dépit de la répression.

En un mot, je ne pense pas que les régimes despotiques soient une solution. Mais je ne pense pas non plus que l'on puisse imposer la démocratie en un coup, en particulier de l'extérieur. La démocratie ne se décrète pas. Il faut parfois laisser du temps au temps, permettre une maturation politique progressive, en phase avec les réalités de la société locale.

J'ai pu percevoir cette nécessité en Egypte, en rencontrant de nombreux acteurs de cette société locale, au Caire, pendant l'état d'urgence et le couvre-feu au mois d'août 2013. En somme, l'évolution est souvent préférable à la révolution. Cela nécessite bien entendu d'avoir des dirigeants éclairés, qui soient à l'écoute de leur peuple plutôt que d'être seulement préoccupés par leur maintien au pouvoir à tout prix. C'est là que nous pouvons parfois jouer un certain rôle, en toute modestie, par le dialogue. Je suis convaincu que l'on peut faire davantage progresser les choses par le dialogue que par les incantations qui ne servent qu'à nous donner bonne conscience. Je dis souvent que nous, occidentaux, n'avons pas de leçon à donner – nous sommes mal placés pour cela au regard de notre propre histoire sanglante – mais nous pouvons partager une expérience. Nous nous posons volontiers en modèle de la démocratie et des droits de l'homme mais nous oublions souvent que chez nous non plus cela ne s'est pas fait en un jour. De guerres de religion en guerres mondiales, de la Shoah à Srebrenica, le continent européen a subi et fait subir à d'autres bien des horreurs, bien des malheurs, bien des violations des droits humains. Pour prendre un seul exemple, au sein même de l'Union européenne, l'Espagne n'est une démocratie pleine et entière que depuis 40 ans. C'est un pays qui a réussi une transition démocratique pacifique exemplaire qui peut servir de modèle. Mais quand on y réfléchit, d'une guerre civile sanglante à une démocratie florissante, il a quand même fallu passer par 36 ans de pouvoir autoritaire.

Revenons au Moyen-Orient. Que pouvons-nous faire aujourd'hui, en particulier en Syrie ?

Tout d'abord, continuer à lutter résolument contre Daesh, comme nous le faisons en participant activement à la large coalition internationale qui s'est constituée contre ce groupe extrémiste responsable des pires atrocités. Menées depuis un an, les frappes aériennes, auxquelles la Belgique a participé avec ses F-16, ont permis de stopper la progression de Daesh et de le faire reculer sur certains fronts. Bien entendu, ce n'est pas encore suffisant, il faut poursuivre les efforts et c'est pourquoi nous planifions un retour de nos F-16 sur le théâtre d'opération à la mi-2016. Faut-il aller plus loin et envoyer des troupes au sol ? Tout d'abord, je rappellerais que nous avons déjà des militaires sur le terrain, chargés de la formation des forces irakiennes. Bien sûr, ils ne participent pas aux combats. Je ne pense pas que ce serait une bonne idée. Comme l'a dit mon collègue Laurent

Fabius avec justesse, envoyer des troupes occidentales combattre sur le terrain serait tomber dans le piège que Daesh nous tend : nous serions vus alors comme des envahisseurs, des nouveaux « croisés » venus lutter contre l'islam, ce qui lui permettrait de recruter encore davantage de combattants au nom d'une prétendue guerre des civilisations que nous voulons justement éviter. Au contraire, il faut assécher le soutien local pour Daesh. En Irak, cela passe par une meilleure intégration de la minorité sunnite, afin que Daesh ne puisse pas apparaître comme le défenseur des sunnites face à un pouvoir chiite les excluant. Le gouvernement actuel à Bagdad fait des efforts d'inclusivité. Il importe de les poursuivre et de les consolider. Il convient de renforcer les capacités et la cohérence de l'armée irakienne. Il convient aussi de lutter contre le financement de Daesh, contrecarrer ses trafics et empêcher tout flux financier en sa faveur. Dans cette tâche, les pays de la région ont bien sûr un rôle crucial à jouer et c'est pourquoi cette coalition, dont ils font partie, est tellement importante.

Par ailleurs, nous savons qu'il ne peut y avoir de solution purement militaire en Syrie. Il faut donc travailler à une solution politique. Celle-ci devra impliquer constructivement tous les acteurs concernés, au niveau national et international, pour voir le jour. Il faut arriver à mettre sur pied une formule de transition qui permette aux différentes composantes de la société syrienne d'être représentées. Cela veut dire autant des représentants du régime actuel que des groupes d'opposition modérés. La question que tout le monde se pose est celui du rôle de Bachar el Assad dans une telle configuration. Comme je l'ai souvent dit, une fois que l'on a pris le chemin de la barbarie, on ne le rebrousse pas. Assad a le sang de son peuple sur ses mains, il ne peut incarner l'avenir de son pays. Mais on peut discuter des modalités de transition et du moment de son départ effectif. C'est une voie étroite, difficile, mais il n'y en a pas d'autres.

L'intervention russe en Syrie ces dernières semaines a été au centre du débat. Isolée après la crise ukrainienne, il est manifeste que la Russie entend ainsi montrer qu'elle reste un acteur de poids sur la scène internationale et en particulier au Moyen-Orient. Elle bouscule les cartes dans un jeu déjà très complexe. Aussi est-il encore difficile à ce stade d'en discerner toutes les implications. D'un côté, Moscou partage avec la coalition internationale l'objectif d'annihiler Daesh dont le djihadisme menace autant la Russie que nous – en témoignent les nombreux combattants tchéchènes qui l'ont rejoint. D'autre part, les premières frappes russes qui ont visé des groupes rebelles modérés plutôt que Daesh indiquent que l'objectif est aussi et peut-être avant tout de sauver de l'écroulement le régime de Bachar el Assad. Un axe Moscou-Téhéran se dessine ainsi qui pourrait avoir de lourdes conséquences régionales. C'est un jeu dangereux. Et il risque de prolonger encore le conflit.

Pourtant, l'entrée en jeu de la Russie pourrait aussi peut-être permettre de faire bouger les choses sur le plan diplomatique. Car Moscou pourrait réaliser que le meilleur moyen de

garantir à long terme la survie du régime à Damas serait d'engager une transition politique. Mais nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

L'Union européenne peut jouer un rôle actif en faveur de cette transition en soutenant les initiatives de l'ONU et en particulier de Staffan de Mistura au nom du Secrétaire général. Elle peut aussi tirer profit de son rôle dans le règlement de la question nucléaire iranienne pour amener l'Iran à s'inscrire dans la même démarche. Tous les acteurs, en ce compris l'Union européenne, devons participer à ce dialogue, à cette recherche d'une solution politique, qu'ils soient syriens, qu'ils exercent leur influence dans la région comme les pays du Golfe, la Turquie, l'Iran, ou qu'ils siègent de manière permanente au Conseil de Sécurité.

En parallèle, nous devons continuer à lutter sur le plan idéologique, combattre la radicalisation, contrer la propagande de Daesh et son mythe du califat. Là aussi, les pays de la région ont un rôle de premier plan à jouer, mais nous y avons aussi notre part. Et nous le faisons. 30.000 combattants étrangers sont venus de près de 100 pays grossir les rangs de Daesh. Ils viennent de la région, d'Afrique du Nord, de Russie, mais aussi d'Asie et d'Europe. Plus de 400 belges ont rejoint les zones de conflit, surtout en Irak. Des dizaines y sont morts. Plus d'une centaine sont revenus chez nous. Des mesures ont été prises pour empêcher le départ de jeunes, recrutés chez nous par Daesh ou d'autres groupes djihadistes. Mais ce n'est pas suffisant, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la prévention, dans le développement d'un contre-narratif. Pour cela, je pense qu'il faut impliquer notamment ceux qui sont tombés dans la radicalisation mais qui en sont sortis, désillusionnés. Leur témoignage est essentiel, tout comme celui de proches de ceux qui ont été victimes des réseaux de recrutement. La Belgique a organisé récemment un colloque sur ce thème en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. On pourrait aussi mobiliser, à l'instar des « ambassadeurs de bonne volonté », des personnalités connues et admirées par les jeunes, des vedettes du sport, des chanteurs, des rappeurs. Ces stars populaires, parfois issues de milieux défavorisés, sont en elles-mêmes des modèles de réussite, par leur talent, leur travail et leur persévérance. Leur popularité leur confère une responsabilité, celle de transmettre ce message de réussite et d'intégration, à l'opposé de celui du rejet et de la haine. Un message qui, venant d'elles, serait autrement plus efficace qu'un cours de morale à l'école, même si ce dernier est nécessaire également.

L'islam en Belgique est traditionnellement un islam modéré, en provenance essentiellement d'Afrique du nord ou de Turquie. Je veux le dire clairement : cet islam a sa place chez nous. Mais il faut veiller à ce qu'il reste modéré. Or, on a pu assister ces dernières années dans certains cas à un phénomène de radicalisation importée par des imams venus d'autres horizons, avec parfois une vision obscurantiste qui ne correspond pas du tout à la pratique de la communauté musulmane de Belgique. C'est pourquoi il me semble important que la formation des imams puisse avoir lieu en Belgique, parmi les musulmans issus de cette communauté. Un enseignement religieux de qualité, respectueux tant de la foi musulmane que de nos valeurs d'égalité et de tolérance, me semble essentiel pour garantir un islam

ancré dans notre société et compatible avec nos valeurs. A ce sujet, je voudrais saluer à titre d'exemple l'initiative de l'UCL qui a mis en place un programme d'enseignement supérieur islamique. C'est ce genre d'approche, combinant respect et ouverture, foi et modernité, dont nous avons besoin pour contrer l'obscurantisme. Le christianisme a somme toute au cours des siècles suivi le même parcours et, sous l'impulsion du Pape François, il continue à évoluer avec son temps.

Certes, nous le savons, la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme sera de longue haleine. Mais je veux croire que le terrorisme n'est pas une fatalité. Après tout, nous avons connu en Europe dans les années 70 et 80 une vague de terrorisme avec une série de mouvements anarchistes ou d'extrême gauche : Brigades rouges en Italie, Fraction armée rouge en Allemagne, Action directe en France et même en Belgique, bien que moins sanglantes, les Cellules Communistes Combattantes. Tous ces mouvements, qui ont pu un moment attirer une certaine jeunesse contestataire, se sont rapidement essouffés et ont complètement disparu lors de la fin de la guerre froide. Ils n'étaient tout simplement plus dans l'air du temps. Bien que le contexte soit évidemment tout à fait différent, il faut espérer que le djihadisme finisse par connaître le même sort. Ce sera sans doute plus long, mais ce n'est pas impossible.

Nous devons par ailleurs soutenir résolument les pays qui ont fait le choix clair de la démocratie et du dialogue pour définir l'avenir de leur pays. La Tunisie est dans ce contexte un pays encore fragile mais dont le processus a été particulièrement remarquable. Ce n'est pas un hasard si les actions terroristes ont été si violentes au Musée du Bardo comme sur les plages de Sousse. Elles visaient un pays tentant une difficile transition démocratique en rejetant l'extrémisme religieux et la radicalisation. Le récent prix Nobel accordé au Quartet tunisien est amplement mérité. Nous devons par ailleurs donner un nouvel élan au processus de paix au Moyen-Orient. La situation de tensions actuelles et la paralysie du processus de paix enlèvent toute perspective d'avenir pour la nouvelle génération de Palestiniens. Il faut éviter d'urgence de nourrir la frustration et la radicalisation de la jeunesse par ce biais. La Belgique est clairement en faveur d'un Etat palestinien et d'un Etat israélien vivant en paix et en sécurité côte à côte. Il est urgent de donner un avenir à cette vision et l'UE a un rôle à jouer dans ce contexte.

L'afflux soudain de réfugiés en Europe ces derniers mois a surpris l'opinion publique mais se révèle être l'accélération d'un phénomène déjà existant. En avril dernier, après un naufrage meurtrier au large de Lampedusa, j'ai participé à Luxembourg à une réunion commune des ministres européens des Affaires étrangères et de l'Intérieur. La Commission européenne proposait d'accueillir 5000 réfugiés dans l'Union et nous proposons de doubler ce nombre. Quelle évolution depuis ! C'est un défi considérable, car il touche directement notre société. Les images, choquantes, de réfugiés, de familles, d'enfants qui affrontent la mort pour venir chez nous suscitent l'émotion. Les chiffres quant à eux inspirent parfois la crainte. 60 millions de personnes déplacées aujourd'hui dans le monde. Les conflits, la misère, le



manque de gouvernance, les atteintes aux droits humains poussent des femmes, des hommes, à partir, avec leurs enfants. Pour autant, il me semble que nous pouvons gérer cette situation. Mais pour cela, il nous faut mettre en place une stratégie globale, avec nos partenaires. Il nous faut une véritable politique migratoire commune, qui s'articule autour de plusieurs axes.

D'abord, il est de notre devoir d'accueillir de façon digne et responsable les personnes qui sont arrivées jusque chez nous pour demander l'asile. Les pays membres de l'UE doivent également faire preuve de solidarité. On ne peut laisser toute la charge de l'accueil à quelques pays qui sont à la frontière extérieure de l'Union, comme la Grèce et l'Italie. Aussi la Belgique a-t-elle soutenu les propositions de la Commission Européenne en matière de relocalisation, afin de répartir cette charge. Nous sommes déterminés à prendre notre part dans cet exercice de solidarité. Cela va de pair avec la mise en place de centres d'enregistrement efficaces et dignes aux frontières extérieures de l'UE.

En même temps, il faut accroître nos efforts pour venir en aide aux réfugiés dans leur région d'origine et assister les pays voisins de l'Irak et de la Syrie qui accueillent un nombre considérable de réfugiés, qui se comptent en millions et cela depuis plusieurs années : Turquie, Jordanie, Liban. Améliorer les conditions de vie dans la région et les perspectives d'avenir pour ces populations peut dissuader des êtres humains d'entreprendre un voyage au péril de leur vie pour arriver chez nous. L'UE vient ainsi de débloquer récemment 1 milliard d'euros d'aide humanitaire supplémentaire. La Belgique contribue également à cet effort. Nous devons travailler de concert avec ces pays qui sont en première ligne.

Par ailleurs, il convient de lutter sans relâche contre les passeurs, les trafiquants d'êtres humains qui profitent du désespoir pour s'enrichir au mépris de la vie des migrants. Là aussi, l'UE a pris les mesures qui s'imposaient, en lançant en Méditerranée une opération navale, chargée à la fois de poursuivre les trafiquants et sauver la vie des migrants en perdition. Elle a été baptisée "Sophia", du nom d'une petite-fille qui est née au mois d'août à bord d'un navire participant à cette opération. Notre pays y participe également, avec une frégate.

Enfin, la protection accordée, à juste titre, à ceux qui fuient la guerre et les persécutions doit aussi s'accompagner de mesures efficaces de retour pour ceux qui ne remplissent pas les critères pour obtenir cette protection. Comment ne pas comprendre que des migrants économiques tentent leur chance en Europe lorsque l'on sait que seules 39% des décisions d'éloignement sont exécutées? Dans ce domaine également, il faut travailler en partenariat avec les pays concernés, conclure des accords de réadmission et veiller à leur exécution.

Je voudrais brièvement mentionner un autre défi, mondial, auquel nous devons faire face collectivement : celui du réchauffement climatique. Il ne fait plus de doute aujourd'hui que ce phénomène est une réalité et qu'il est dû à l'activité humaine : les émissions de CO<sub>2</sub>. Bien sûr, on en parle beaucoup, mais peu de gens réalisent vraiment ce qu'un réchauffement de plus de 2 degrés pourrait signifier : hausse du niveau des mers, désertification, tempêtes

dévastatrices, disparition d'espèces. Le flux migratoire qui pourrait en résulter serait sans proportion avec celui que nous connaissons aujourd'hui. Face à de telles perspectives, le coût de l'action est peut-être élevé, mais resterait bien moindre que les coûts auxquels il faudra faire face si on ne fait rien. Aussi faut-il absolument saisir l'opportunité historique que constitue la conférence COP 21 à Paris fin novembre pour conclure un accord décisif, universel et contraignant sur le climat. L'Union européenne est appelée à jouer un rôle majeur dans ce dossier, sur 3 plans. Tout d'abord sur le plan interne, en prenant les mesures appropriées pour réduire nos émissions. En prenant l'initiative d'autre part au niveau international pour fixer un niveau d'ambition élevé et rallier les autres acteurs majeurs tels les Etats-Unis, la Chine et le Japon à la poursuite de cet objectif. Enfin, en aidant les pays en développement à faire face chez eux aux conséquences du mode de vie des pays industrialisés.

Que le Pape François ait consacré récemment une encyclique au climat n'est pas anodin. Cela montre bien qu'il s'agit d'un enjeu fondamentalement éthique, qui concerne l'avenir de l'humanité.

J'en reviens à l'Europe. Comme je l'ai dit au début, la construction européenne au cours des dernières décennies est un succès majeur. Jamais notre espace n'a été aussi prospère et pacifique au point que la guerre entre membres de l'Union européenne est devenue une chose impensable. Et pourtant, on a l'impression aujourd'hui que le rêve s'est essoufflé. La crise de la dette grecque a créé de fortes tensions, comme maintenant l'accueil des réfugiés. La solidarité, principe fondamental de notre Union, a été mise à l'épreuve. Il en va de même pour la libre circulation, y compris dans le cadre de Schengen. A l'horizon se profilent le référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne et le scénario possible d'un « Brexit », une sortie du Royaume-Uni. Un peu partout les mouvements eurosceptiques ont le vent en poupe. Que faire face à ce désenchantement ?

Je pense qu'il faut que l'Europe se recentre. D'une part, il faut redéfinir les rôles. Non, l'Europe ne doit pas tout faire. Il faut appliquer une vraie subsidiarité. Les reproches faits à la bureaucratie européenne accusée de micro-gestion et de réglementation tatillonne sont parfois simplistes mais parfois aussi, avouons-le, justifiés. Certaines questions sont mieux traitées au niveau national. La Commission Juncker s'est déjà dirigée dans cette voie, en écartant toute une série de projets législatifs non prioritaires. Il faut continuer.

En même temps, il faut approfondir l'intégration dans certains domaines essentiels. Je pense en particulier à l'Union Economique et Monétaire. Nous ne pouvons pas avoir une monnaie commune sans une véritable convergence de nos politiques économiques, c'est l'évidence. Et j'ajouterais de nos politiques sociales et fiscales. Nous avons fait cruellement ce constat lors de la crise financière de ces dernières années, mais nous n'en avons pas encore tiré toutes les conclusions. Il faut aller jusqu'au bout de cette logique dans la Zone Euro.

Un Ministre des Finances de l'Eurozone devrait disposer de compétences propres comme

c'est le cas pour la Commissaire au Commerce qui négocie les accords commerciaux pour toute l'Union. Elle le fait d'ailleurs paradoxalement dans le calme avec la Chine ou le Vietnam et dans les turbulences avec nos alliés américains.

Par ailleurs, il y a d'autres domaines où nous avons tout à gagner à unir nos forces et nos moyens, comme les relations extérieures et la défense. C'est difficile, parce que ce sont des secteurs très emblématiques de la souveraineté nationale, très régalien. Mais il faut parfois bousculer certains réflexes, certains préjugés. Les nécessaires restrictions budgétaires auxquelles nous sommes tous confrontés ont peut-être comme côté positif de nous forcer à réfléchir dans cette direction. Bien sûr, je suis réaliste, il faut tenir compte du poids respectif des états membres, de la présence de deux d'entre eux comme membres permanents du Conseil de Sécurité. Cela ne me pose pas de problème, du moment que l'UE soit associée à leurs initiatives. Les négociations avec l'Iran sur le dossier nucléaire constituent un bon exemple : outre le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, l'UE en tant que telle siègeait à la table de négociation. Les Hautes Représentantes, Cathy Ashton d'abord, Federica Mogherini ensuite ont joué un rôle de premier plan dans ces pourparlers difficiles qui ont abouti à un vrai succès diplomatique, dont il faut se féliciter. C'est un modèle dont on pourrait s'inspirer pour d'autres dossiers, avec des configurations variables selon le cas. Je regrette un peu que cela n'ait pas été possible à l'occasion de la crise ukrainienne, pour laquelle le format appelé Normandie (Ukraine, Russie, France et Allemagne) n'inclut pas l'UE en tant que telle. Je pense que c'est un recul. J'espère qu'il n'en ira pas de même pour la Syrie ou encore le processus de paix au Moyen-Orient. Force est de reconnaître que jusqu'à présent, l'UE ne s'est pas assez profilée sur ces dossiers. Il n'est pas trop tard, mais il est temps. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons faire entendre notre voix.

D'autre part, je crois qu'il faut réfléchir à l'architecture européenne. On parle parfois d'une Europe à plusieurs vitesses, ou à géométrie variable. En réalité, c'est déjà le cas aujourd'hui. Il suffit de penser à l'euro ou à Schengen. Et nombreux sont les domaines où il y a des « opt-out », la possibilité pour un état membre de ne pas être lié pour une matière particulière. La question du « Brexit » relance ce débat. Je souhaite sincèrement que le Royaume-Uni reste au sein de l'Union. Je peux admettre que les Britanniques ne souscrivent pas à l'objectif d'une union « toujours plus étroite » comme l'énonce le Traité de Lisbonne. Mais ils ne peuvent pas empêcher ceux qui le souhaitent d'aller de l'avant. La solution serait peut-être une Europe organisée en cercles concentriques autour d'un noyau dur. Un noyau dur au sein duquel l'intégration serait de plus en plus poussée, ce serait globalement la zone euro d'aujourd'hui. Et puis des cercles successifs, d'intégration à degrés divers, voire d'association et de partenariats. La dimension de l'Union européenne serait ainsi plus flexible, plus élastique que le processus d'élargissement que l'on a suivi jusqu'à présent, caractérisé par une approche « tout ou rien ». Ce serait peut-être complexe sur le plan institutionnel, mais je fais confiance à l'imagination des juristes et des diplomates pour trouver des solutions. Il est évident, qu'au-delà de l'architecture à géométrie variable, il nous faut avancer vers une Europe politique renforcée.

L'élection du Parlement européen devrait être organisée, pour une partie des élus, au départ d'une circonscription européenne. Aujourd'hui, le scrutin européen est beaucoup trop dominé par les débats nationaux. Dans une structure fédérale, cette circonscription européenne est nécessaire pour assurer la légitimité de l'assemblée et son lien direct avec les enjeux européens. Certains souhaitent aller jusqu'à l'élection directe d'un président de l'Union, à mes yeux le président de la Commission, mais cela nécessite des changements profonds des traités alors que des progrès dans la voie d'une circonscription européenne peuvent être réalisés au départ des textes actuels.

Soit dit en passant c'est dans le même esprit que je reste convaincu qu'une Belgique fédérale se doit d'organiser une circonscription nationale pour élire une partie des membres de la Chambre des Représentants.

Enfin, l'Europe doit se recentrer sur ses valeurs. L'UE n'est pas seulement un grand marché. C'est un espace de liberté, de tolérance et de solidarité. Ces valeurs, nous ne les avons pas inventées en un jour, comme je l'ai rappelé tout à l'heure. Nous les avons mûries, parfois durement conquises et patiemment consolidées. C'est un travail permanent, car la tâche n'est en fait jamais finie. Et nous devons rester vigilants. Car rappelons-nous que c'est dans notre Europe éduquée, cultivée, je dirais même raffinée que la barbarie humaine a atteint des sommets de monstruosité il n'y a pas si longtemps. Il ne faut pas se leurrer et croire que cela ne pourrait jamais recommencer. Aussi devons-nous apporter le même zèle à plaider pour le respect des droits de l'homme à l'intérieur de l'UE que nous en déployons à l'extérieur. Je crois qu'il faut être très clair à ce sujet. Il y a dans les traités un article qui a été inséré dans ce but, l'article 7, qui prévoit la suspension du droit de vote en cas de grave violation des droits fondamentaux. C'est bien sûr un cas extrême, l'"option nucléaire" comme on le dit parfois. Il y a toutefois d'autres méthodes. Ainsi, à l'initiative notamment de la Belgique, un débat politique annuel au sein du conseil aura lieu désormais pour promouvoir et sauvegarder l'état de droit dans l'union. La Commission, gardienne des traités a également son rôle de contrôle à jouer. Si l'on accepte qu'elle rappelle à l'ordre, parfois sévèrement, les états membres sur le plan budgétaire, pourquoi ne serait-ce pas le cas sur le plan des droits fondamentaux ? J'ai soulevé cette question au Conseil Affaires générales, au nom du Benelux, lorsque des modifications constitutionnelles entamées en Hongrie inquiétaient nombre de démocrates européens.

Les programmes de convergence puis de stabilité sont indispensables pour assurer le respect des critères économiques d'entrée dans l'Union et surtout dans la zone euro, y compris après l'adhésion.

De la même manière, les critères politiques à l'adhésion doivent être vérifiés dans tous les Etats-membres en permanence.

Nos valeurs liées à la démocratie, à l'Etat de droit, aux libertés individuelles, aux droits humains doivent être au moins autant préservées que notre convergence économique.

L'afflux soudain de réfugiés met aussi nos valeurs à l'épreuve. Je suis fier de la réaction des très nombreux Belges qui se sont mobilisés pour aider d'une manière ou d'une autre, qui ont relayé des messages de solidarité. Quant au gouvernement, il met tout en œuvre pour faire face à la situation et assurer un accueil digne et une protection pour ceux qui fuient la guerre et les persécutions, conformément d'ailleurs à nos obligations internationales. Mais la contrepartie doit être un effort d'intégration. L'apprentissage de la langue et de la formation professionnelle bien sûr, mais pas seulement. Le respect de nos valeurs aussi. Les valeurs, j'y reviens. Personnellement, je ne redoute pas la diversité si elle respecte une communauté de valeurs. Nous pouvons intégrer les réfugiés actuels comme nous avons intégré les ressortissants des nouveaux membres de l'Union européenne. "Intégrer" : il est intéressant de constater que le même mot désigne l'intégration européenne et l'intégration des personnes. Ce mouvement doit être réciproque. C'est en souscrivant aux valeurs qui ont fait, qui font l'Europe, que l'on devient citoyen européen. C'est sur cet esprit de citoyenneté que nous devons travailler. Ainsi, la séparation entre l'Etat et les convictions religieuses ou philosophiques fait partie de notre acquis.

Nous ne sommes pas au bout du processus permettant d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ces principes doivent faire partie de la citoyenneté européenne. Ils doivent être respectés en permanence par tous les citoyens européens quelle que soit leur origine.

Le désordre actuel du monde pourrait parfois nous porter au pessimisme ou à la résignation. Pourtant, en dépit des difficultés, des échecs, des crises, des guerres et des atrocités, le rêve subsiste. L'idéal d'une société humaine basée sur l'état de droit, la liberté de s'exprimer et d'entreprendre reste un moteur de changement incroyablement puissant.

**Didier REYNDERS**

*Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes*